

FORUM ORIGINE, DIVERSITÉ ET TERRITOIRES 2021

APPEL À CONTRIBUTIONS

Les organisateurs du Forum Origine, Diversité et Territoires invitent les chercheurs, experts, étudiants et professionnels à partager leurs expériences, recherches ou les résultats d'expériences participatives dans les territoires en soumettant leur contribution en relation avec le thème principal de l'édition de cette année.

En parallèle à un événement sur place permettant la rencontre physique de certains participants, l'ensemble des conférences, contributions et visites sera entièrement retransmis en visioconférence sur le site internet du Forum pour tous les participants dans l'incapacité de rejoindre physiquement le Valposchiavo.

L'événement virtuel et l'événement physique seront simultanés et disponibles en 3 langues (français, anglais et espagnol).

**SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ.E.S A SOUMETTRE VOTRE
CONTRIBUTION, VEUILLEZ SUIVRE LE LIEN SUIVANT**

Inscription/contributions :

<https://origin-for-sustainability.org/inscription-au-forum-2021/>

Délai de soumission : 10 juin 2021

THÈME

RUPTURES ET REBONDS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS

Lien sur la note de concept : <https://origin-for-sustainability.org/concept-2021/>

LIEU

VALPOSCHIAVO, CANTON DES GRISONS, SUISSE

Le Forum « Origine, Diversité et Territoires » (www.origin-for-sustainability.org) est une plateforme internationale sur les interactions entre les diversités culturelles et biologiques et la valorisation territoriale durable des produits et services dont la qualité est liée à l'origine.

L'objectif du Forum est de faciliter les échanges d'expériences et de connaissances entre un large éventail d'acteurs internationaux, tous engagés dans de nouvelles façons de penser et de faire du développement, où l'identité, l'origine, la qualité et les diversités locales sont considérés en tant que catalyseurs de dynamiques inclusives de développement local et territorial.

Déroulement prévisionnel

Mercredi 13 octobre	Jeudi 14 octobre	Vendredi 15 octobre
Accueil au Polo Poschiavo	Visites en parallèle par atelier	Travail en ateliers parallèles (1 x 1h30)
Visites en parallèle par atelier		
Conférences introductives en plénière	Travail en ateliers parallèles (2 sessions 2 x 1h30)	Session de clôture avec restitution des travaux en ateliers
Travail en ateliers parallèles (1 x 1h30)	Apéritif dînatoire	Visite finale pour tous les participants

ATELIER 1

REPENSER LES PRÉSERVATIONS DES RESSOURCES NATURELLES ET PATRIMONIALES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES - APPRENDRE DES VULNÉRABILITÉS RÉVÉLÉES PAR LA CRISE

Coordinateurs : D. Barjolle (ETH&UNIL), G. Calvo (Diversité et Développement), C. Cerdan (CIRAD), M. Champredonde (INTA), P. Gasselin (INRAE), M. Mariani (UMR Innovation), P. Mongondry (ESA), E. Vandecandelaere (FAO), S. Van der Berg (ETH), F. Wallet (INRAE)

CADRE ET OBJECTIFS

La communauté scientifique s'interroge sur les liens entre la dégradation des écosystèmes et particulièrement des atteintes graves à la biodiversité et la crise sanitaire en lien avec le corona virus. Les prévisions démographiques convergent vers un pic autour de la moitié du 21^e siècle. Sans mesures suffisantes de protection, les conséquences en seront la destruction massive des écosystèmes sauvages. Or, la diminution des espaces vitaux disponibles pour les espèces végétales et animales réduit la régulation naturelle des espèces pathogènes pour l'homme. La mobilité élevée des populations humaines favorise indubitablement la propagation des pathogènes, accélérant la transformation des incidents locaux en crises sanitaires difficiles à endiguer. Le phénomène biologique à l'œuvre est bien décrit par Philippe Grandcolas : « On déforeste, on met en contact des animaux sauvages chassés de leur habitat naturel avec des élevages domestiques dans des écosystèmes déséquilibrés, proches de zones périurbaines. On offre ainsi à des agents infectieux des nouvelles chaînes de transmission et de recompositions possibles »¹. Les zoonoses, c'est-à-dire la mutation d'un agent pathogène sur une espèce animale sur l'homme ont été identifiées depuis quelques années comme un risque sanitaire global majeur, par exemple dans le rapport Globaltrends 2025 publié en 2008².

Dans son ouvrage « La fabrique des Pandémies » fondé sur la rencontre avec plus d'une cinquantaine de chercheurs, Marie-Monique Robin se fait l'avocate de la thèse émergente du lien entre la propagation mondiale du corona virus et la situation dégradée de la biodiversité. Selon cette thèse, la pandémie serait un symptôme de la crise de la biodiversité. Déforestation et zones d'élevage massifié coexistent avec des mégapoles à très forte densité de population, comme en Chine, au Brésil et en Asie. Des systèmes de santé défaillants et des régimes politiques populistes peuvent aggraver les impacts de toute crise, qu'elle soit climatique, de la biodiversité ou sanitaire. Cependant, on constate déjà que l'incidence de la crise peut être plus faible dans certains contextes où l'exposition aux pathogènes est moindre.

En 2021, la quinzième réunion de la Conférence des Parties (COP 15) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) se penchera sur le déroulement et les résultats de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Au niveau des territoires, l'objectif de cet atelier est d'interroger leurs capacités à restaurer ou conserver des ressources naturelles propres dans un écosystème sain, trouvant son point d'équilibre dans les régulations naturelles entre les espaces sauvages et humanisés en préservant la biodiversité. Pour ce faire, nous proposons un espace de dialogue en quatre sessions.

¹ https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/04/04/pandemies-nous-offrons-a-des-agents-infectieux-de-nouvelles-chaines-de-transmission_6035590_1650684.html

² https://www.files.ethz.ch/isn/94769/2008_11_Global_Trends_2025.pdf (page 75)

STRUCTURE ET MÉTHODES

Session 1 - Crise sanitaire et santé des écosystèmes

Cette session interroge les liens entre la santé humaine et la santé des écosystèmes, dans une conception de « OneHealth » ou Santé globale. Quels sont les facteurs de risques liés à une santé dégradée des écosystèmes pour la santé des populations animales et humaines ? Comment restaurer et maintenir voire améliorer la santé des communautés et des écosystèmes au niveau des territoires ? Quelles évolutions des pratiques alimentaires peuvent contribuer à renforcer la santé des écosystèmes ? Quelles sont les formes de l'action publique qui peuvent changer la donne ?

Session 2 - Coexistence des modèles agricoles et de développement

Les questions au cœur de la session seront celles de l'influence entre les modèles économiques et la biodiversité au sein des territoires. Les questions au cœur de cet atelier sont les suivantes : en quoi les modèles agricoles ont un impact sur la biodiversité et la santé globale ? Comment des modèles alternatifs, fondés sur le soin aux écosystèmes et la préservation des ressources passent d'une phase d'émergence à une consolidation à l'échelle globale ? Quelles sont les caractéristiques des territoires qui portent les nouveaux modèles ? Comment les territoires aident à conforter les systèmes alimentaires vertueux et durables du point de vue économique, social et écologique ?

Session 3 - Biodiversité microbienne et Systèmes alimentaires territorialisés

La biodiversité microbienne est au cœur des enjeux de sécurité sanitaire des aliments, et de préservation des écosystèmes et des ressources naturelles. Cette session propose d'approfondir les différentes modalités d'accès aux ressources et d'approvisionner le « vivant invisible » par les savoirs, les usages et l'appropriation de la biodiversité. Les produits fermentés (bières, fromages, charcuteries) seront particulièrement interrogés car ils mettent en évidence que, bien que la standardisation et les considérations hygiénistes simplifient à outrance les pratiques de production et de transformation et écartent certains risques sanitaires pour les consommateurs, elles s'accompagnent aussi d'un appauvrissement de la flore microbienne et de la perte de savoirs associés. Il s'agit d'interroger les implications de l'adoption de technologies qui privilégient la sécurité sanitaire, ou de normes qui interdisent certains outils, au détriment de la biodiversité microbienne des produits fermentés de tous types (laitiers, charcutiers, bière, vin, etc.). Il s'agit aussi de s'interroger sur la manière dont les processus de fermentation naturels permettent d'entretenir et développer la diversité des flores microbiennes.

Session 4 - Modèles alimentaires territorialisés, Indications Géographiques et préservation durable des ressources naturelles

Les impacts économiques et sociaux des Indications Géographiques peuvent être significatifs, d'autant plus que les acteurs de la filière s'organisent collectivement et s'engagent dans des modèles de gouvernance où les producteurs et transformateurs discutent de manière participative, et décident démocratiquement. Les modèles alimentaires territorialisés sont souvent structurés par ces filières IG fortes, autour desquelles peuvent s'agréger d'autres produits et services locaux qui en renforcent l'effet positif sur l'emploi et le bien-être des communautés. Cependant, les aspects de préservation sur les ressources naturelles ne sont pas toujours considérés dans les cahiers des charges. Cette session aura pour but de discuter les questions telles que : comment mesurer et quels sont les impacts des IG sur la préservation des ressources naturelles ? Un succès commercial marqué de l'IG peut-il entraîner une incitation à la surexploitation de certaines ressources ? Quels sont les mécanismes adoptés pour limiter l'emprise d'une éventuelle intensification des modèles agricoles et de transformation sur l'environnement et le bien-être des animaux ? Comment les consommateurs interviennent dans le débat des modes de production des IG ?

ATELIER 2

LES RÉSEAUX D'ÉCHANGES ALTERNATIFS ET SOLIDAIRES COMME RÉPONSE AUX CRISES DANS LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS

Coordinateurs : T. Anthopoulou (Université du Panteion), C. Delfosse (Université de Lyon), J-L. Guerroué (Université de Brasilia), G. Maréchal (Terralim, CNRS), F. Mouton (Origin for Sustainability), L. Piccin (CIRAD)

CADRE ET OBJECTIFS

Les systèmes alimentaires sont affectés par une succession d'évènements critiques (urbanisation non maîtrisée, pollutions, exode rural, globalisation et financiarisation de l'économie, changement climatique, crises sanitaires) qui perturbent les territoires ruraux en profondeur. Les acteurs territoriaux ont entamé une course contre la montre pour, si non retourner la situation, du moins engager un processus de transformation durable des systèmes alimentaires basé sur la reconfiguration des liens entre les territoires urbains et les territoires ruraux, et l'adaptation des trajectoires de développement économique et des modes de vie.

En réponse à ces crises, il est remarquable de relever l'émergence récente et la consolidation progressive de réseaux d'échanges alternatifs et solidaires (REAS) dans toutes les régions du monde. Ces différentes innovations sociales et de marché renforcent les liens entre les communautés urbaines et les producteurs d'aliments, en particulier les petits producteurs et les agriculteurs familiaux qui fournissent des aliments sains, sûrs et nutritifs produits de manière durable à tous les consommateurs tout en offrant des salaires et des moyens de subsistance décents aux producteurs. Cela inclut les initiatives soutenues par les communautés - Community Supported Agriculture (CSA) - regroupées sous la désignation « Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) » en France, mais aussi les coopératives de consommateurs, les Marchés Paysans, les mouvements de relocalisation de la restauration collective, les projets alimentaires territoriaux, l'agriculture urbaine, les démarches de labellisation, les systèmes de garantie participatifs (dans le respect des politiques publiques et des normes de sécurité), et les systèmes de différenciation/labellisation des produits en lien avec leur territoire.

Cependant la vitalité de ces REAS dépend de nombreux facteurs : activités de régulation (politiques publiques, élaboration d'accords et de contrats) ; modalités d'organisation collective des acteurs ; comportements des consommateurs. Dans de nombreux pays l'absence d'une politique publique bien définie amène souvent les acteurs à agir dans l'informalité.

La crise sanitaire inédite bouleverse des équilibres déjà fragiles et instables en milieu rural de par le monde entier. En effet, cette pandémie s'ajoute à des crises socio-écologiques profondes antérieures. Des questionnements nouveaux ont émergé, relatifs à des risques accrus de ruptures et ont mis en évidence les vulnérabilités révélées par les crises.

Sur le plan politique, certaines mesures sanitaires adoptées par les gouvernements pourraient dériver vers des tentatives de contrôle autoritaire et mettre en péril l'existence de ces réseaux. De la même façon, l'enchaînement de ces crises questionne la durabilité des réseaux d'échanges, les solutions émergentes ne trouvant pas toujours le temps pour s'organiser et consolider leur modalité d'existence et de survie économique.

Devant ce tableau dichotomique, avec d'un côté de nombreuses alternatives de changement solidaires, socialement et écologiquement responsables, et de l'autre des menaces permanentes associées aux diverses crises, l'atelier propose de partir d'expériences pratiques vécues dans le monde entier pour réfléchir sur les transformations des REAS existants et l'émergence de modèles nouveaux et innovants.

Il s'agit d'apporter des éléments de réponse à cette question centrale : en quoi la crise sanitaire a perturbé des initiatives en phase de démarrage ou de consolidation, ou au contraire a vu naître de nouvelles initiatives qui ont trouvé un écho rapide et amplifié au sein des consommateurs ?

L'atelier attend des contributions faisant état de réseaux d'échanges qui intègrent dans leur développement les nouvelles données socio-économiques engendrées par les crises et principalement la pandémie actuelle. Dans cette perspective, l'atelier vise à mettre en évidence les ruptures induites par la crise mais aussi les évolutions stratégiques, et les innovations que ces événements critiques suscitent. Des propositions de pistes futures de développement et/ou des recommandations opérationnelles sont bienvenues.

STRUCTURE ET MÉTHODES

Session 1 - Potentiel d'innovation et résilience des réseaux d'échanges alternatifs et solidaires (REAS)

La session cherche des contributions qui expriment le potentiel d'innovation (capacité à mobiliser des ressources dans le but d'innover, c'est-à-dire de concevoir et introduire sur le marché ou dans le processus de production de nouveaux produits et/ou de nouveaux dispositifs techniques et organisationnels) et de résilience (la capacité à « rebondir » et à « aller de l'avant » après une catastrophe) qu'ont pu démontrer les REAS après 12 mois de crise sanitaire mondiale associés aux crises antérieures.

Session 2 - Contribution des réseaux d'échanges alternatifs et solidaires aux Systèmes Alimentaires Territorialisés

La session prétend donner un éclairage sur l'intégration des REAS au niveau du développement des SAT, comprendre comment ces initiatives incorporent un ensemble d'actions qui permettent une résilience dynamique (*bounce forward*) des SAT.

Session 3 - Politiques publiques et réseaux d'échanges alternatifs et solidaires

Les acteurs publics occupent en temps de crise un espace important pouvant tout autant par leurs décisions servir de leviers à des initiatives alternatives et solidaires mais pouvant également présenter des dérives autoritaires : les contributions doivent nous éclairer sur les actions menées par les pouvoirs publics depuis plus d'un an de crise sanitaire mondiale.

Session 4 - Quel avenir pour les réseaux d'échanges alternatifs et solidaires ?

Cette session vise à caractériser des scénarios pour les REAS dans un futur proche. Dans un contexte de crises multiples, quelles évolutions des REAS et des SAT ? Les contributions attendues peuvent porter sur une prospective, des scénarios, ou encore des tendances émergentes.

Ces contributions et les expériences présentées dans les sessions précédentes, seront suivies d'un débat avec tous les participants de l'atelier pour réfléchir sur les transformations opérées et sur la prospective des REAS.

ATELIER 3

REPÉRER ET ACCOMPAGNER LES INITIATIVES LOCALES POUR STIMULER LES RECOMPOSITIONS TERRITORIALES : UNE APPROCHE PAR LES « SIGNAUX FAIBLES »

Coordinateurs : G. Belletti (Université de Florence), F. Casabianca (retraité INRAE), D. Goussios (Université de Thessalie), C. Luminati (Pôle Poschiavo), A. Marescotti (Université de Florence), F. Tartanac (FAO), M. Trentin (Origin for Sustainability)

CADRE ET OBJECTIFS

Du fait de leurs spécificités géographiques et écologiques, des modes de production agricole, d'échanges commerciaux et de consommation, les territoires et leurs acteurs articulent et adaptent de manière variée leurs stratégies de durabilité et de résilience territoriale. Dans ce sens, les stratégies de différenciation territoriale recouvrent diverses options telles que les Indications Géographiques, les Marques territoriales, les Marques Parcs, l'appellation « Montagne », les produits des SIPAM et des territoires labellisés « Patrimoine Mondial » par l'UNESCO, le commerce équitable, les circuits courts et les projets alimentaires territoriaux. Ces stratégies ont une réelle fonction sur la durabilité des territoires et de leurs systèmes de production et consommation en s'inscrivant dans une perspective de souveraineté alimentaire. Toutefois, elles dépendent très fortement de l'action collective de secteurs déjà organisés en filières tant au niveau des pouvoirs publics que du côté des producteurs.

Le contexte de crises multiples conduit certains acteurs locaux à explorer des voies de différenciation territoriale radicalement nouvelles. On assiste ainsi à un **foisonnement d'initiatives** très localisées. En effet, ce contexte desserre l'imagination des élus et des citoyens, stimule l'intelligence collective des territoires et confère une légitimité renouvelée pour le changement et l'exploration d'un nouveau paradigme. Parmi ces initiatives émergentes, certaines seulement parviendront à éclore et se faire une place dans le nouveau système productif issu de la crise. Une telle sélection darwinienne des initiatives devenues solutions pérennes demeure sous-optimale et de nombreuses tentatives, tout en étant d'excellentes idées à fort potentiel de recomposition territoriale, ne trouvent pas le terreau favorable à leur éclosion. Il faudrait donc repérer de façon précoce de telles innovations et les évaluer au-delà de l'individu qui les porte.

De plus, afin de favoriser la dimension territoriale de ces initiatives, l'organisation du passage d'une phase individuelle à une phase collective est cruciale car elle permet d'assurer leur reproduction et d'opérer la recomposition territoriale. Ce passage exige de l'information mais également, la capacité des acteurs du territoire de construire leur gouvernance du paysage alimentaire. L'enjeu est ici de partager les meilleures initiatives plus largement entre les acteurs locaux dans des collectifs ou des mises en réseaux, et de leur offrir des conditions favorables de développement.

Dans cette perspective, le rôle des **animateurs territoriaux** (encore appelés « dynamisateurs territoriaux »), des élus ainsi que des porteurs de projet est crucial. A l'échelle des petites régions rurales en particulier les plus marginalisées, la construction territoriale repose alors sur la capacité du système territorial (producteurs, citoyens, élus) à activer son capital social. La possibilité d'une telle synergie peut conduire à la conversion de l'énergie du système territorial en capacité à identifier les acteurs appropriés pour devenir les précurseurs de la nouvelle gouvernance. Dans les pays où cette évolution n'est pas encadrée par des politiques mais par des relations sociales implicites, la construction territoriale ainsi que la poursuite de la différenciation territoriale ne peuvent résulter que d'un long processus de maturation. Comment

stimuler ces processus et passer plus sûrement et plus rapidement du foisonnement à des constructions territoriales ?

Une approche par les « signaux faibles »

Dans cet atelier, la méthode proposée repose sur les « **signaux faibles** », précurseurs de réponses locales appuyées sur les stratégies de différenciation territoriale. Le signal faible est une « *information d'alerte précoce, de faible intensité, pouvant être annonciatrice d'une tendance ou d'un événement important* » (Ansoff). Une telle approche, dans sa polysémie, permet de caractériser ces réponses locales qui sont parfois difficiles à détecter et de reconnaître leur potentiel de recomposition du territoire.

L'attention de l'atelier porte d'abord sur des questions de *détection des émergences* : comment les repérer au sein d'un territoire et assurer une **fonction de « veille »** qui soit efficace ? Les animateurs territoriaux ont ainsi à disposer de *capteurs dans leurs réseaux d'interconnaissance* afin de ne pas ignorer des éventuelles innovations issues du territoire. Comment organiser efficacement et à moindre coût une sorte de traque aux initiatives émergentes à l'échelle d'un territoire ?

Une seconde **fonction de « repérage et d'évaluation »** réside dans la capacité à isoler ce qui représente un réel potentiel de recomposition du territoire au milieu du « *bruit de fond* » produit par le foisonnement ambiant. Il s'agit alors d'appliquer des *filtres* aux informations sur les émergences en s'assurant qu'ils sont efficaces. Ces filtres comportent des biais cognitifs, des aprioris, des effets de mode, etc. Comment s'assurer qu'ils permettront *d'interpréter les signaux* et de leur reconnaître sens et pertinence pour la recomposition du territoire, leur caractère de « *seed of change* » ?

Une troisième **fonction de « priorisation »** vise à cultiver les signaux ainsi repérés afin qu'ils grandissent et puissent donner la pleine mesure de leur potentiel tout en anticipant les bouleversements potentiels des équilibres de pouvoir au sein du système productif local. C'est *le changement d'échelle* (scaling-up) qui est alors en jeu. Comment faire grandir un signal faible et le dégager de la situation qui lui a donné naissance pour en faire un atout du territoire partageable plus largement au sein de collectifs émergents ? C'est en effet tout l'enjeu de ces initiatives, qui par le jeu des pouvoirs locaux, acquièrent la capacité de passer de signaux faibles à une possibilité de « *solutions de changement* » (« *game changing solutions* ») comme les a identifiées le prochain Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires.

Du point de vue de la gouvernance territoriale, les signaux faibles relèvent d'un affaiblissement du régime dominant qui, en temps normal, a tendance à les éliminer comme des anomalies. Les temps de crise peuvent être vus comme des moments particuliers où le régime dominant montre ses limites et où des acteurs locaux vont explorer de nouvelles pistes et surmonter les forces ayant intérêt au *statu-quo*. La **responsabilité politique**, au-delà de la gestion de la crise, est donc d'anticiper, de veiller à ce que le territoire ne soit pas démuné de solutions si des chocs systémiques devaient se produire et d'identifier les proto-projets à soutenir s'ils paraissent vertueux : c'est ce que l'approche par les signaux faibles devrait rendre possible. Dans ce domaine, il serait utile de discuter de formes légères de collaboration/gouvernance, par exemple les « *Comunità del cibo* » en Italie/Toscane, et en général les initiatives inspirées par l'approche « communauté de pratiques ».

Ainsi, **la résilience d'un territoire passe par une veille active des initiatives locales, un repérage précoce de celles qui paraissent porteuses de recomposition du territoire et une action déterminée pour leur changement d'échelle.**

STRUCTURE ET MÉTHODES

Le but de l'atelier est d'explorer ce que représentent les signaux faibles en matière de stratégie de différenciation territoriale. D'où sont-ils issus, comment mobilise-t-on les personnes qui peuvent les

reconnaître au sein de leur territoire ? Et d'illustrer les signaux faibles "réussis", c'est-à-dire qui sont devenus forts et ont contribué à changer le paysage territorial. En analysant dans quelle mesure ils ont conduit à l'adaptation des dispositifs de gouvernance pour une meilleure résilience territoriale.

Nos réflexions seront axées sur ces thématiques et enrichies par des exemples contextualisés dans des territoires. La finalité est de partager les expériences de ces territoires afin d'ajuster la trajectoire de l'action publique et des systèmes d'activité.

Nos travaux seront organisés en 4 sessions

1^{ère} session : Veille et évaluation des initiatives locales

Qu'est-ce qu'un signal faible, comment on le repère et comment on le capture ? Quels traitements pour ces signaux faibles ? Comment les qualifier dans leur potentiel de recomposition du territoire ?

2^{ème} session : Changement d'échelle des initiatives à potentiel de recomposition

Comment fait-on grandir une initiative locale favorable en lui conférant une dimension collective et territoriale ? Comment on lui donne la capacité à impacter la gouvernance ? Dans quelle mesure des formes légères de gouvernance peuvent conforter des dynamiques collaboratives localisées ?

3^{ème} session : Vision rétrospective et prospective

Comment les signaux faibles qui ont réussi pilotent aujourd'hui la gouvernance de leur territoire ? Est-ce que ces nouveaux modèles sont capables eux-mêmes de capter de nouveaux signaux faibles pour les aider à être plus résilients ?

4^{ème} session : Débat général sur les avancées de l'atelier et préparation de la synthèse.

ATELIER 4

TERRITOIRES DE MONTAGNE : DYNAMIQUES & REBONDS. LA PLACE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCALISÉS ET LA MISE EN RÉSEAU

Coordinateurs : C. Bernard Mongin (CIRAD), O. Beucherie (Olivier BEUCHERIE Conseil et Master Food Identity), O. Crouteix (AIDA et Aix Marseille Université), F. Lerin (AIDA et MountMed), F. Pythoud (OFAG)

CADRE ET OBJECTIFS

Contexte : la crise de la Covid-19 agit comme un révélateur de l'ampleur d'autres crises (dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité) et met l'accent sur les vulnérabilités de certains territoires, particulièrement touchés. C'est le cas des territoires de montagne.

Si un dixième seulement de la population mondiale y vit, ces territoires ont été identifiés et exploités pour les ressources exceptionnelles qu'ils abritent (eau, énergie, bois, pâturages, biodiversité animale, végétales, paysages remarquables naturels ou culturels, etc.), et donc intégrés aux échanges et aux politiques d'aménagement de plus en plus mondialisés. Progressivement, à partir des années 1970, ce sont les fonctions écologiques et sociétales de ces espaces qui ont été reconnues et soutenues aux échelles nationales et internationales, notamment pour leurs contributions aux biens publics globaux.

Ainsi, les territoires montagneux et leurs systèmes alimentaires se conçoivent en différence et en articulation avec d'autres espaces (qu'ils soient définis par la géographie, la densité démographique, leur éloignement, etc.), avec lesquels ils entretiennent des relations complexes, dynamiques et évolutives. On peut penser aux articulations avec des territoires de proximité, comme dans la relation plaine/montagne au cœur de nombreux systèmes de production pastorale, mais également centraux pour la fonctionnalité écologique de ces espaces (flux de nutriments, cycle de l'eau, qualité des sols, etc.). On peut penser également à des articulations (ou désarticulations) avec des territoires éloignés, au cœur des modèles touristiques saisonniers (flux/afflux de consommateurs ponctuels) ou de stratégies de spécialisation productive (sylviculture, tourisme, spécialisations agricoles, etc.). Enfin, les espaces de montagnes s'inventent et se définissent en réseau et en relation avec des espaces qui partagent les mêmes défis (conditions climatiques, morfo-pédologiques, accessibilité, densité, démographie, etc.).

Or les effets déjà visibles du changement climatique modifient en profondeur les cycles écologiques de ces territoires, ainsi que leurs organisations économiques, sociales et productives. La récente crise sanitaire de la Covid-19 et ses impacts sur les économies montagnardes nous presse à repenser la manière dont ces espaces peuvent rebondir et se réinventer. Les systèmes alimentaires y jouent un rôle important : à la fois dans l'utilisation des ressources (naturelles et culturelles), leur préservation mais également dans leur mode de consommation - lien particulièrement important avec l'activité touristique.

Objectifs : Cet atelier voudrait mener une discussion sur des situations particulières des espaces montagnards à travers le monde (massifs alpin, dinarique, pyrénéen ou himalayen, montagnes méditerranéennes, Andes sud-américaines, etc.) et croiser ces conjonctures géographiques, démographiques, culturelles avec la question transversale du rôle des systèmes alimentaires locaux dans le rebond de ces territoires face aux crises.

STRUCTURE ET METHODES

Aussi nous proposons des discussions méthodologiques et pratiques, qui mettent en regard le redimensionnement et/ou la réorganisation des systèmes alimentaires des territoires de montagne, en réponse aux crises (écologiques, climatiques, etc.) avec (1) l'utilisation, la valorisation et la préservation des ressources naturelles et culturelles du patrimoine/capital montagnard d'une part et (2) ce que cela modifie dans les relations complexes qu'entretiennent ces espaces montagnards avec d'autres territoires.

Sessions

Les débats seront structurés en quatre sessions :

Session 1 - Tourisme durable (co-organisé avec Parc Naturel Régional du Jura Vaudois et Slow Food Travel)

La récente crise sanitaire, et de manière plus récurrente la crise climatique, révèlent et accentuent la vulnérabilité des modèles montagnards touristiques spécialisés fondés sur l'or blanc. Elles interrogent également la résilience apparente des modèles de « tourisme durable », fondés en partie sur la diversification des activités et un renouvellement de l'offre touristique. Ainsi, dans quelle mesure les offres touristiques fondées sur la gastronomie et les produits locaux, voire les produits artisanaux dérivés des produits agricoles et forestiers et la culture paysanne rurale renforcent-ils la résilience des communautés montagnardes face aux crises ? En outre, quel rôle structurant jouent la gastronomie locale, les sentiers de découverte gastronomique et agricole, l'accueil à la ferme, les fromageries ou ateliers de démonstration, les musées de la culture paysanne, les événements tels que la désalpe ou les foires rurales ? Et en quoi ces activités sont-elles structurantes dans l'élaboration de nouvelles dynamiques en réponses aux crises ? Quel est le rôle des labels de différenciation des produits (IG, marques Parcs, marques territoriales, mention facultative « Produit de montagne ») et des outils de valorisation (par exemple l'initiative « Slow Food Travel ») dans la construction de la résilience ?

Session 2 - Paysages (co-organisé avec le GIAHS)

Les sites montagnards et leur valeur paysagère souvent remarquable ne sont pas statiques mais évoluent en particulier sous l'effet des pressions accentuées par les crises. Dans cette perspective, quel est le rôle de l'agriculture dans la conservation dynamique des paysages ouverts ? Comment les communautés gèrent l'entretien du paysage en tant que composante importante de l'offre touristique, mais également en lien avec l'activité agricole ? Quels sont le rôle et la portée de la reconnaissance en tant que paysage d'exception par les SIPAM ou par l'UNESCO dans la sensibilisation et l'importance de la dimension des paysages du point de vue des communautés paysannes locales ?

Session 3 - Services écosystémiques en montagne (co-organisé avec le Mountain Partnership)

La crise climatique a des répercussions très fortes sur les risques naturels et leur gestion gagne en importance (forêts de protection, terrasses, aménagements de protection, gestion de l'eau). Quels sont les implications de la crise sanitaire, mais aussi du changement climatique sur les outils de gestion des risques et comment évoluent les projets des communautés montagnardes ? Quelles sont les approches et méthodes pour évaluer la valeur des services écosystémiques en montagne ? Comment mobiliser les outils politiques existants pour faire évoluer la gestion des risques et renforcer la capacité des écosystèmes par rapport aux accidents climatiques récurrents de plus forte amplitude en montagne ?

Session 4 - Échanges, réseaux et construction territoriale : pour quels futurs montagnards ? (co-organisé avec MountMed)

Comment et en quoi les échanges d'expériences et la mise en réseaux de territoires montagnards participent à une construction territoriale "de rebond" ? Au-delà de la diversité des contextes, la mise en commun d'expériences, la capitalisation de savoirs spécifiques aux enjeux montagnards et à leurs systèmes



alimentaires (ingénierie territoriale, savoirs écologiques, forestiers, agronomiques, etc.) permettent de sortir des « modèles de développement » formulés depuis l'extérieur, pour faire émerger des visions territoriales endogène. Quels nouveaux futurs sont ouverts dans ces configurations (ex. projets *SMART mountains*, etc.) ? Quelle est la place à donner aux systèmes agricoles et alimentaires dans ces projets de territoires "de rebond" face aux crises ?

Remarque

Les trois premières sessions seront organisées sur un format classique de « session thématique », avec trois à quatre présentations d'une dizaine de minutes, suivies d'un temps de discussion avec la salle. La quatrième et dernière session sera organisée sur le format d'une table ronde. La discussion modérée par les organisateurs de la session, permettra de faire dialoguer différentes initiatives de mise en réseaux de territoires montagnards.

ORGANISATEURS

- Origin for Sustainability: www.origin-for-sustainability.org
- Polo Poschiavo, Poschiavo (Suisse)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Theodosia Anthopoulou (Université Panteion), Dominique Barjolle (Université de Lausanne), Claire Bernard-Mongin (CIRAD), Olivier Beucherie (Olivier Beucherie Conseil), François Casabianca (INRAE), Claire Cerdan (CIRAD), Marcelo Champredonde (INTA, Argentine), Dimitris Goussios (Université de Thessalie), Jean-Louis Guerroué (Université de Brasilia), Philippe Mongondry (École supérieure d'Agricultures d'Angers et MSc Food IDentity), Luca Piccin (CIRAD), François Pythoud (OFAG), Florence Tartanac (FAO)

COMITÉ D'ORGANISATION

Marco Trentin, Cassiano Luminati